

**ARRÊTÉ
de mise en demeure
à l'encontre de la société ORGAPHARM
pour le site qu'elle exploite à PITHIVIERS**

**La préfète du Loiret
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2000 autorisant les Laboratoires 3M SANTE à poursuivre et à étendre les activités de leur établissement implanté avenue du 11 novembre à PITHIVIERS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 août 2008 imposant des prescriptions complémentaires à la société Laboratoires 3M SANTE à PITHIVIERS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 autorisant la société ORGAPHARM à poursuivre et étendre les activités de son établissement implanté rue du Moulin de la Canne à PITHIVIERS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juin 2017 autorisant la société ORGAPHARM à reprendre l'exploitation de l'établissement de chimie fine dénommé « site 2 » implanté avenue du 11 novembre 1918 à PITHIVIERS, à poursuivre l'exploitation de l'établissement dénommé « site 1 » implanté rue du Moulin de la Canne à PITHIVIERS ;

Vu la lettre préfectorale du 15 mai 2020 fixant les quantités maximales de déchets pouvant être présentes sur le site ORGAPHARM à PITHIVIERS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le courrier de l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées de la D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire du 30 mars 2026, communiquant à la société ORGAPHARM son rapport relatif à l'inspection réalisée sur son site de PITHIVIERS le 25 mars 2026, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 30 mars 2026 ;

Vu la notification à la société ORGAPHARM du projet de mise en demeure susceptible d'être prescrite à son encontre, ainsi que du délai dont elle dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur le projet de mise en demeure susvisé dans le délai imparti ;

Considérant que lors de la visite du site exploité par la société ORGAPHARM à PITHIVIERS du 25 mars 2026, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les quantités de déchets dangereux entreposés sur le site dépasse, pour certaines familles de déchets, les quantités maximales fixées par l'annexe de la lettre préfectorale du 15 mai 2020 susvisée ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ORGAPHARM de respecter les dispositions de l'annexe de la lettre préfectorale du 15 mai 2020 susvisée, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 : La société ORGAPHARM, exploitant une installation de chimie fine sise rue du Moulin de la Canne à PITHIVIERS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'annexe de la lettre préfectorale du 15 mai 2020 susvisée en procédant à l'évacuation des déchets dangereux dont les quantités sont supérieures aux quantités maximales définies par cette même lettre, **dans un délai d'un mois** compter de la notification du présent arrêté.

A cet effet, l'exploitant justifie, dans ce même délai, de l'évacuation :

- des déchets aqueux acides et halogénés stockés en GRV pour ramener la quantité entreposée à un seuil inférieur ou égal à 30 tonnes ;
- des phases aqueuses neutres stockées en GRV pour ramener la quantité entreposée à un seuil inférieur ou égal à 30 tonnes.

Article 2 : Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Le présent arrêté est notifié à la société ORGAPHARM par voie postale.

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, cet acte est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture du Loiret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ORLÉANS, LE 23 AVR. 2026

Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général



Nicolas HONORÉ

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.